

pas pour les couches capitalistes qui ont perdu le contrôle, mais pour les capitalistes qui l'exercent. La propriété formelle et l'appropriation réelle ont cessé depuis longtemps d'être identiques. Mais ceci ne signifie pas une limitation, comme Burnham le pense, mais au contraire une extension du pouvoir des capitalistes sur les moyens de production. Les méthodes de contrôle « sans propriété » dans les sociétés anonymes, cartels et organes étatiques constituent un levier allongé du grand capital monopoléur.

Vis-à-vis du capital individuel, le capital collectif se charge de plus en plus du contrôle. Pour l'industriel individuel autant que pour le prêteur individuel de capitaux, la banque est le capitaliste collectif. La société anonyme, c'est-à-dire les cercles qui la dominent, représente le capitalisme collectif puissant vis-à-vis du capital individuel sans pouvoir. Les cartels et les associations sont des organisations collectives qui, de plus en plus, ôtent le pouvoir au capitaliste individuel.

Enfin, l'organe collectif général du capital, l'Etat, devient de nos jours le régulateur de la production capitaliste. Cependant cette collectivisation n'est qu'une apparence extérieure. Rien ne serait plus inexact que de parler d'un capitalisme collectif, d'une propriété collective, etc. Il est vrai qu'en partie la propriété juridique individuelle perd son contenu réel. Mais les « capitaux collectifs » eux-mêmes, — ceux des banques, ceux de l'Etat, etc., — ne sont pas seulement les organes du capital social, mais précisément aussi des organes de capitaux privés. Les banques, les sociétés anonymes, les cartels, les associations, les autorités économiques de l'Etat sont dominés par des capitaux qui, tout en étant généralement anonymes, sont des capitaux privés déterminés. Le contrôle collectif est donc un contrôle privé sous forme collective. Ce n'est pas la propriété qui est limitée, mais on supprime la limitation à la propriété formelle du droit de disposer du capital. Le caractère social de la production devient de plus en plus manifeste, mais dans le cadre des conditions du capitalisme privé. La disposition sociale de la propriété n'est en fait que la disposition privée sur une propriété d'autrui par des moyens sociaux.

La signification réelle de ce processus devient évidente : la centralisation du capital, la centralisation du pouvoir d'en disposer dépasse la centralisation de la propriété. Dans les banques et les sociétés anonymes et par les cartels,

les associations et les autorités étatiques, les quelques grands capitalistes dominent la masse des petits capitalistes, contrôlent leur propriété, même s'ils ne la leur ont pas encore arrachée formellement. Le point culminant de la centralisation est atteint dans le pouvoir du grand capital financier sur l'appareil de production social tout entier, au moyen du système de réglementation étatique.

Naturellement, c'est un changement dans la base du pouvoir économique du capital et dans la composition de la couche suprême du capitalisme, qui est à la racine de cette évolution. Le capitaliste du XIX^e siècle, auquel pense Burnham, était un industriel libre et propriétaire formel de son entreprise. Le capitaliste moderne peut, en partie, être propriétaire; il est avant tout financier, membre du conseil d'administration, directeur général. L'appropriation capitaliste réelle, le contrôle réel ne sont plus aussi clairs et sans équivoque qu'ils le furent; ils deviennent de plus en plus compliqués, anonymes, et se basent à côté de la propriété juridique, dans une mesure toujours plus large, sur une série de rapports impondérables et souvent invisibles : la jouissance financière des banques, la disposition des grands actionnaires sur le capital-actions d'autrui, la position « stratégique » des membres du conseil d'administration et des directeurs des sociétés anonymes, la représentation et l'influence prédominante dans les *konzerns* étatiques et les institutions économiques de l'Etat, les bonnes relations avec la bureaucratie, des relations familiales, la domination sur les cartels et les associations, des monopoles techniques ou naturels, etc. Les différents éléments peuvent apparaître dans des combinaisons tout à fait différentes. D'un côté, il y a encore à présent de grands capitalistes dont la base principale est constituée par leur propriété privée proprement dite (Krupp, en partie encore Ford, et d'autres). D'autre part, cependant, le nombre des magnats dont la puissance se base exclusivement sur leurs positions de directeur de sociétés capitalistes privées ou étatiques, devient de plus en plus grand. C'est précisément le « contrôle administratif » des sociétés anonymes et le contrôle des *konzerns*, des banques et des offices étatiques qui, une fois établis, tendent à devenir absolus et à se perpétuer. Dans la machinerie normale du système, il n'y a aucun moyen de chasser ces contrôleurs de leurs positions. Il serait tout à fait faux de croire avec Burnham que ces « administrateurs » ou « bureaucrates » auraient cessé d'être

des capitalistes. Ils sont des monopoleurs privés des moyens de production sociaux, ils contrôlent de façon privée des portions individuelles de capital, ils sont l'incarnation du capital moderne, les représentants de ses tendances intérieures qui ont en poche, à présent, le « titre de directeur » — devenu plus sûr et d'une plus grande valeur — au lieu du « titre de propriétaire ». D'une manière beaucoup plus brutale, sans entraves, et avec moins de risques, ils disposent de capitaux beaucoup plus grands que les anciens propriétaires industriels.

Burnham introduit un facteur qui crée une confusion encore plus grande. Il confond le processus de séparation de la propriété et du contrôle avec celui de la séparation du capital de toute fonction productive; tout en se déroulant de façon parallèle, ces deux processus ne sont pas identiques quant à leur contenu. Naturellement, l'un est lié à l'autre. Nous ne parlons pas ici de la fonction dans le sens capitaliste, en tant que production de plus-value; mais de la fonction en tant que production de biens de consommation et de richesses matérielles tout court dans n'importe quel système économique, donc de la fonction productive qui doit être accomplie pour assurer l'existence matérielle de la société humaine sous toutes ses formes. A l'origine, une telle tâche productive était liée à la propriété du capital, à la direction de la production, à l'organisation des travailleurs en vue d'une coopération productive, à la répartition et au partage du travail parmi les ouvriers, au contact de l'ouvrier avec la machine, à l'organisation de toute l'usine. L'industriel primitif était encore le dirigeant de son entreprise. Mais bientôt tout travail productif se sépare du capital. L'industriel qui suivit, et encore davantage l'actionnaire actuel, le directeur général, l'« administrateur » actuel ont perdu tout contact avec la production matérielle. Il se produit donc précisément le contraire de ce que Burnham prétend. Dans la mesure où les « administrateurs » « contrôlent » réellement — donc dans le cas des directeurs, des chefs d'offices étatiques, etc. — ils ont moins de contact avec la direction technique de la production que n'en avaient les industriels privés d'autrefois. Quand Burnham dit : « L'administration effective des moyens de production échappe de plus en plus aux capitalistes » (*Managerial Revolution*, p. 84), il faut ajouter que ceci s'applique également aux capitalistes administrateurs. La fonction productive est séparée tout autant de la « propriété » que du « contrôle ».

Ainsi naît nécessairement, parmi les capitalistes, une nouvelle couche de « directeurs techniques », d'administrateurs de la production, de spécialistes, d'organiseurs, de bureaucrates, d'administrateurs d'offices et de cartels qui se chargent de la fonction d'organiser la production à l'intérieur de l'entreprise capitaliste aussi bien que dans la société tout entière. Cependant cette couche n'a rien à faire avec le contrôle réel ou l'appropriation réelle; elle est elle-même contrôlée par le capital. Les dirigeants techniques dans les *konzerns* sont de simples employés dépendant du « contrôle » ou de la « propriété ». Les organisateurs en chef des cartels ne sont rien d'autre que des commisaires rémunérés du capital ou, plus exactement, des grands capitalistes privés. Dans les organes étatiques, la dépendance peut être moins directe, mais souvent les administrateurs des institutions économiques de l'Etat sont en même temps des salariés privés : des *konzerns* privés les ont mis à la disposition de l'Etat, ou ils attendent une récompense pour leur activité sous forme d'une place dans l'industrie, etc. Somme toute, le « contrôle » de l'appareil économique de l'Etat se trouve entre les mains de capitalistes privés ou de bureaucrates supérieurs liés étroitement au capital et même devenus eux-mêmes membres de la classe capitaliste. Les dirigeants techniques de l'appareil sont et restent les agents rémunérés de cette couche supérieure. Donc, ni les organisateurs privés, ni les organisateurs étatiques de la production n'ont le pouvoir de disposer du capital. Il peut arriver que des bureaucrates, des techniciens, etc. montent et pénètrent dans la couche supérieure, dans la couche contrôleuse : dans ce cas, ils sont devenus des capitalistes. En tout cas, cela ne change rien à la nature des conditions économiques; cela change uniquement le mode de recrutement de la classe dominante. Nous avons déjà vu que les « administrateurs » de Burnham — dans la mesure où ils contrôlent réellement — sont des capitalistes qui n'ont rien à faire avec la direction technique de la production; et nous venons de constater que les techniciens, etc. de Burnham — dans la mesure où ils sont véritablement des « administrateurs », de véritables agents de la production matérielle — n'ont aucune part dans le contrôle. La couche des organisateurs, techniciens, administrateurs semble être tout; elle dirige la production... mais elle n'a ni la propriété formelle, ni le